

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 25 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



4M PROVENCE ROUTE

Village d'entreprise Ero
RN 7
84700 SORGUES

Références : D-0603-2022
Code AIOT : 0006401616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement 4M PROVENCE ROUTE implanté lieu-dit Sainte Marie 84210 PERNES LES FONTAINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

1.1) Présentation de l'établissement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 4M PROVENCE ROUTE
- Sainte Marie 84210 PERNES LES FONTAINES
- Code AIOT : 0006401616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société 4M PROVENCE ROUTE SA, dont le siège social est situé au Village d'entreprise ERO, 38, rue des cardeurs à Sorgues (84700), est autorisée à exploiter une carrière implantée au lieu-dit " Sainte-Marie " sur la commune de Pernes les Fontaines (84210). Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 172 du 11 décembre 1997, pour une durée de 25 ans, complété par les arrêtés n° 187 du 16 octobre 2003, du 11 juillet 2017 et du 23 mars 2021.

1.2) Historique de la cessation partielle d'activité

A travers le dossier du 17 décembre 2020, l'exploitant a :

- sollicité auprès de monsieur le Préfet la cessation partielle d'activité pour 65 739 m² de terrains, situés les parcelles n°59 et 78 de la section ZE. Cette cessation partielle est motivée

- par la création d'une centrale photovoltaïque ;
- décrit les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;
- présenté les travaux de remise en état réalisés ou à venir, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Le tableau ci-après, extrait du dossier de l'exploitant, détaille les différentes surfaces concernées par la cessation partielle :

Commune	Activité	Section	Parcelle	Superficie autorisée par l'AP du 11/12/1997 (m ²)	Superficie déduite par cessation d'activités (m ²)	Superficie restante autorisée (m ²)
PERNES-LES-FONTAINES	Extraction de matériaux	000 ZE	78	43 380	43 380	0
	Extraction de matériaux	000 ZE	59	82 700	22 359	60 341
TOTAL				126 080	65 739	60 341

Tableau 2. Nouveau tableau parcellaire de la carrière 4M PROVENCE ROUTE de PERNES-LES-FONTAINES induit par la cessation d'activités

Le plan ci-après présente les différentes zones :






 Périmètre d'autorisation actuel de la carrière
  Surface qui sera utilisée pour le projet photovoltaïque
  Zone faisant l'objet des modifications de remise en état (PAC) + cessation d'activité

Figure 3. Localisation de la zone maintenue pour l'exploitation de carrière et de celle destinée à la centrale photovoltaïque

Mise en sécurité du site :

La société 4M Provence a décrit, dans son dossier du 17 décembre 2020, les mesures prises, afin d'assurer la mise en sécurité des terrains objets de la cessation partielle. Il ressort du dossier que :

- les parcelles sont exemptes de tout déchet ou produit dangereux, ainsi que de toute infrastructure ou équipement lié au fonctionnement de la carrière ;

- l'accès au site est limité par la présence de clôtures, de merlons et portails ;
- aucune mesure de surveillance des effets de l'installation sur son environnement ne sera nécessaire au niveau des terrains objets de la cessation partielle. Toutefois, les deux piézomètres situés au nord et au sud du site seront maintenus en service, afin de surveiller que le niveau piézométrique reste 1,5 mètres en dessous de la zone en cours d'exploitation.

Conditions de remise en état :

Les conditions de remise en état de la carrière sont définies à l'article 11 de l'arrêté du 11 décembre 1997, modifié par arrêté complémentaire du 23 mars 2021.

L'exploitant indique dans son dossier du 17 décembre 2020 qu'il a réalisé l'ensemble des travaux de remise en état imposés par son arrêté :

- la mise en sécurité des talus et du merlon paysager ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains ;
- le remblaiement de la fosse d'extraction à l'aide de déchets inertes, puis le régalage des terres de découvertes, avec raccordement aux terrains adjacents ;
- la re-végétalisation naturelle du site, ainsi que la présence sur une grande partie de son périmètre d'un merlon et de haies, permettent de limiter l'impact visuel pour le voisinage. Il précise également que des mesures d'intégration paysagère sont prévues dans le cadre du projet de centrale photovoltaïque.

Par ailleurs, l'exploitant indique concernant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation :

- qu'aucune mesure de maîtrise des risques liés aux sols n'est nécessaire, car les terrains ont été entièrement remblayés et ne comportent plus aucune infrastructure ou équipement. Par ailleurs, l'exploitant signale qu'aucun incident pouvant conduire à une pollution des sols n'a été recensé au cours de l'exploitation ;
- qu'aucune mesure de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées n'est nécessaire, en l'absence de pollution recensée. Par ailleurs, l'exploitant rappelle que le réseau piézométrique sera maintenu (cf. point précédent relatif à la mise en sécurité) ;
- qu'une clôture complémentaire de 500 mètres environ sera mise en place, afin de séparer les terrains objets de la cessation de la carrière restant en exploitation.

Ainsi, l'exploitant ne propose aucune mesure de surveillance ou de restrictions concernant l'usage des sols et sous-sols.

1.3) Inspection du 29 juillet 2022

Le 29 juillet 2022, l'inspecteur de l'environnement a procédé à une visite d'inspection du site en compagnie du représentant de la société 4M Provence route. Cette visite avait pour objectif de contrôler la réalisation des travaux de remise en état de la carrière. En particulier, il a pu être constaté que :

- la cessation d'activité sur les parcelles était bien effective et que le changement d'usage était effectif ;
- la reprise spontanée de la végétation sur les terrains, objets de la cessation ;
- l'absence de structures ou de déchets ;
- la présence d'une clôture continue entre, d'une part, la zone restant en exploitation et, d'autre part, les terrains objets de la cessation d'activité a été constatée.

Par ailleurs, l'exploitant a fourni un plan de bornage réalisé par le cabinet Géo Expert, daté du 21/06/2022. Ce plan mentionne des surfaces bornées pour la zone remise en état, objet de la cessation d'activité, de 64 836 m² (contre 65 739 m² initialement prévu dans le dossier de cessation). La présence des bornes a été contrôlée par sondage et n'a pas fait apparaître de non conformité.

Toutefois, l'inspection a relevé le 29 juillet 2022 que la bande des 10 mètres n'a pas été entièrement reconstituée en limite des terrains restants en exploitation, sur un linéaire de 100 mètres environ, entre les bornes 27 à 29 du plan géo-expert du 21 juin 2022.

Cette inspection a donné lieu à un rapport de la DREAL le 8 août 2022, joint en annexe au présent rapport.

Ainsi, une nouvelle inspection a été réalisée le 8 novembre 2022, afin de constater que la bande des 10 mètres a bien été reconstituée entre les bornes 27 à 29.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Distances limites et zone de protection	Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats effectués le 29 juillet 2022 et le 8 novembre 2022, les travaux réalisés dans le cadre de la cessation partielle d'activité de la carrière située au lieu-dit Sainte Marie sur la commune de Pernes les Fontaines, se révèlent conformes aux prescriptions des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, ainsi qu'à celles de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1997, modifié par l'arrêté complémentaire du 23 mars 2021.

La visite du site a permis de confirmer les éléments fournis dans les dossiers pour ce qui concerne la remise en état de 64 836 m² de terrains, situés sur les parcelles n°59 et 78 de la section ZE.

En conséquence, il peut désormais être considéré que l'exploitant a satisfait à ses obligations, au regard des dispositions prévues par la réglementation relative aux installations classées, pour les terrains précités.

Par ailleurs, l'inspection rappelle, qu'en vertu des dispositions de l'article R. 512-39-4 du code de l'environnement madame la Préfète peut imposer à l'exploitant les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, à tout moment, même après la remise en état.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Distances limites et zone de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1997, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Distances limites et zone de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : oui (inspection du 29 juillet 2022)
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé.
Constats : Lors de la visite du 29 juillet 2022, l'inspection a constaté que la bande des 10 mètres n'a pas été entièrement reconstituée en limite d'exploitation, sur un linéaire de 100 mètres environ, entre les bornes 27 à 29 du plan géo-expert du 21 juin 2022. Le contrôle réalisé le 8 novembre 2022 a permis de constater que la bande des 10 mètres a été reconstituée sur la zone concernée, entre les bornes 27 à 29. Les photographies ci-après ont été prises le 8 novembre 2022, au niveau de la zone concernée :





Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet